



Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/24453  
17 août 1992

ORIGINAL : FRANCAIS

---

LETTRE DATEE DU 12 AOUT 1992, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DU SENEGAL AUPRES DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

Je vous fais parvenir ci-joint, en vue de sa diffusion comme document du  
Conseil de sécurité, le communiqué que le Gouvernement de la République du  
Sénégal a publié le 7 août 1992 sur l'Afrique du Sud.

(Signé) Kéba Birane CISSE

Communiqué du Gouvernement de la République du Sénégal  
daté du 7 août 1992

Il y a trois semaines, l'Organisation de l'unité africaine obtenait du Conseil de sécurité des Nations Unies l'envoi, en Afrique du Sud, d'un représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation avec, pour mission, de formuler des recommandations de nature à mettre fin à la violence dans le pays et à créer les conditions de négociations pour une transition pacifique vers une Afrique du Sud démocratique et non raciale.

M. Cyrus Vance, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, vient d'accomplir cette mission.

Le Président Abdou Diouf, Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, tout en se félicitant du bon déroulement de cette mission, attend avec intérêt d'en connaître les conclusions, avec l'espoir que celles-ci permettront l'éradication de la violence et l'établissement d'un gouvernement intérimaire, représentatif de toutes les composantes significatives sud-africaines, en attendant l'organisation d'élections démocratiques et transparentes.

Dans cet esprit, il convient de saluer le sens élevé des responsabilités dont le Congrès national africain (ANC), avec à sa tête Nelson Mandela, a fait preuve au cours des deux journées d'action de masse qu'il vient d'organiser et qui lui ont permis de démontrer, une nouvelle fois et avec éclat, sa forte représentativité au sein des populations sud-africaines.

Enfin, il importe d'encourager les Présidents Nelson Mandela et Frederick De Klerk qui viennent à nouveau de réaffirmer leur volonté de ne pas fermer la porte aux négociations, si indispensables pour l'avenir de l'Afrique du Sud.

-----